



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 19 FÉVRIER 2024

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 13 février 2024, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 19 février 2024 à 19h00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Radikah JUMMUN, Eric TRINQUET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,
Denis COLLET donne pouvoir à Bernard TAVERNIER,
Umus PERRONE.

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,
Nathalie ROMANET,
Thomas GIRARD.

Il est rappelé au Conseil Municipal que par délibération en date du 13 novembre 2023, ce dernier a approuvé la cession de la maison « Couture » située sur la parcelle AB 482 ainsi qu'une partie de la parcelle AB 484.

Ces parcelles étant situées dans l'Espace trois lacs qui est un espace public, il y a lieu de procéder au déclassement de ces parcelles afin de pouvoir procéder à la vente.

Ainsi,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 2141-1 qui précise qu'un « bien d'une personne publique mentionnée à l'article L 1, qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement ».

Considérant que la maison « Couture » n'a jamais affectée à un usage public,

Considérant que les parcelles AB 482 et AB 484 pour 47m2 ne sont pas affectés à l'usage direct du public dans la mesure où le chemin d'accès depuis l'avenue du lac n'est qu'un accès secondaire à l'Espace trois lacs très peu utilisé,

Considérant qu'il résulte de cette situation une désaffectation de fait de ces tenements immobiliers,

Cela étant exposé, il est demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **CONSTATE** la désaffectation des parcelles AB 482 en totalité et AB 484 pour 47 m2 selon le plan de division tel qu'annexé à la présente délibération,

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

- **DECIDE** du déclassement de ces tenements immobiliers du domaine public communal et de leur Intégration dans le domaine privé communal,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette opération.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-préfecture de Nantua le
Publication ou affichage le
Jean-Pascal THOMASSET
Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.